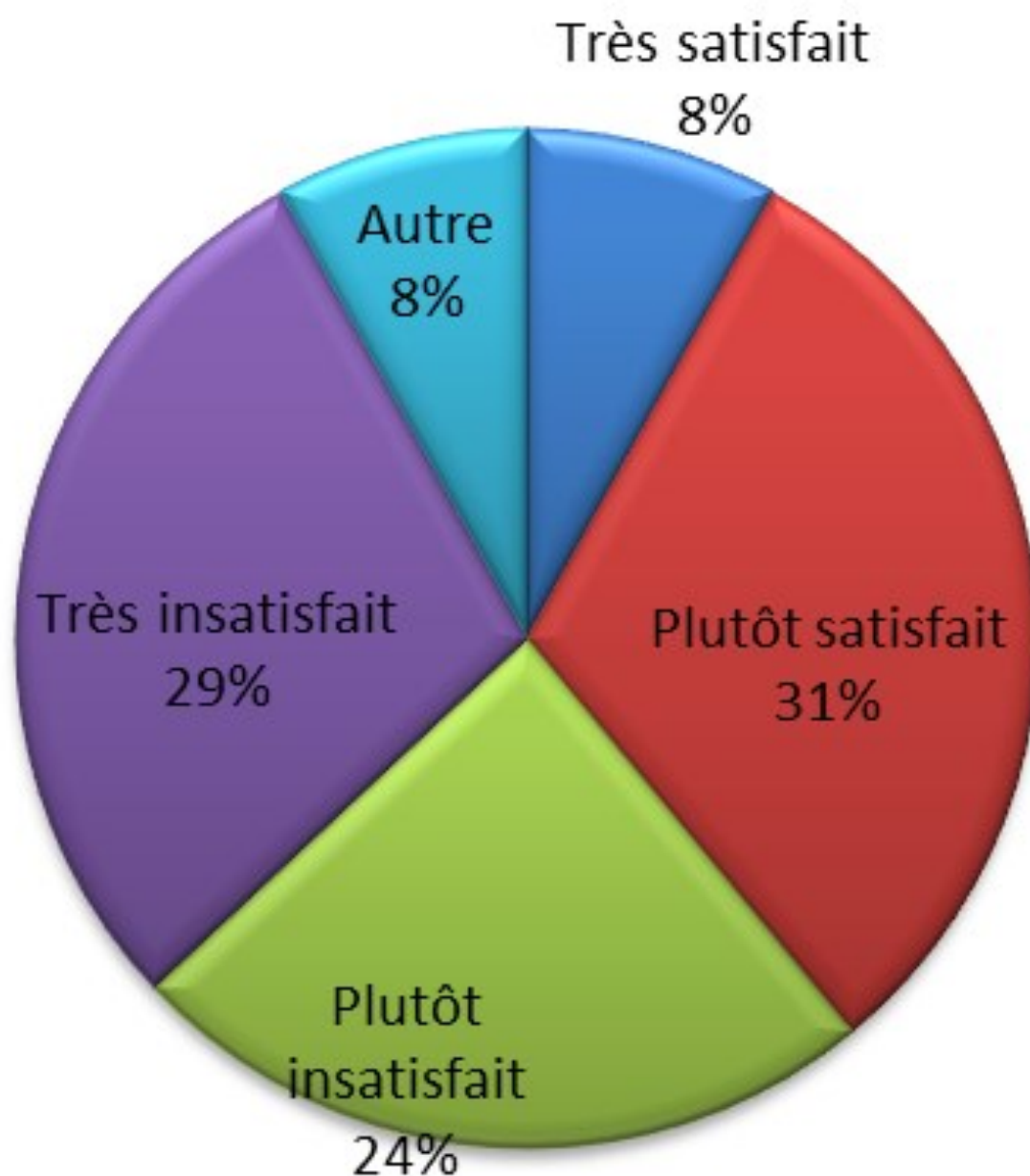


Insatisfaction majoritaire

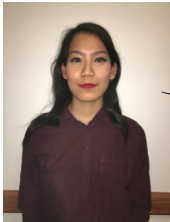


Plus d'un Québécois sur deux est insatisfait du gouvernement !

Selon un sondage de la firme Brassard-Lalande s'échelonnant du 3 au 7 janvier, 53% des Québécois sont insatisfaits du gouvernement en place contre 39% qui s'en disent satisfaits. L'Union citoyenne libérale (UCL) a, quant à elle, répondu dans une entrevue qu'elle croit que la population est satisfaite du gouvernement puisqu'elle l'a élue à la

majorité. Dans une question du sondage sur les priorités des Québécois, 27% croit que la principale priorité du gouvernement devrait être l'éducation. Suivent à 24% les secteurs de la santé et à 22%, celui des finances publiques. À la lumière de ces statistiques, on peut supposer que les Québécois sont insatisfaits de la gestion et des services offerts

Insatisfaction majoritaire - Suite -



Jeanne Lalonger-Laurent
Analyse

Bien que plus d'un Québécois sur deux se dit insatisfait du gouvernement, une question sur les intentions de vote a révélé que l'UCL demeurerait au gouvernement avec 39% des votes contre 35% pour le Parti Vision Québec (PVQ) et 21% pour le Parti conservateur de la nation québécoise (PCNQ). Ces statistiques sous-entendent que malgré l'insatisfaction de la population, celle-ci considère tout de même l'Union citoyenne libérale comme une option légitime. Il ne faut toutefois pas négliger l'écart entre l'UCL et le PVQ, qui n'est que de 4%. D'ailleurs, la distribution des sièges à l'Assemblée nationale laisse présager que le Parti Vision Québec fait une avancée dans l'opinion publique, puisque leurs quarantes sièges représentent 32% des sièges disponibles contre le 35% d'appui des répondants au sondage.

Il est aussi possible d'observer un gain de popularité du PCNQ puisqu'avec 15 sièges, le Parti conservateur de la nation québécoise représentait 12% des sièges disponibles, alors qu'il a reçu 21% des intentions de vote. Cette montée de 9% est importante puisqu'elle vient

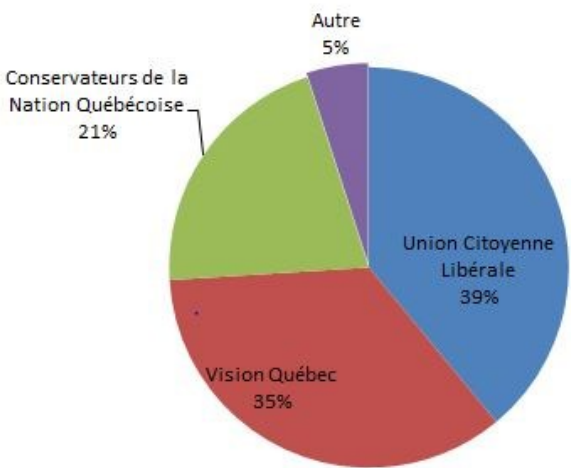
presque doubler le résultat du PCNQ. L'UCL, quant à elle, est en déclin puisqu'avec 66 sièges, ils représentent 52,8% des sièges disponibles. Toutefois, seulement 39% de la population québécoise leur donne leur appui pour une future élection. L'Union citoyenne libérale a déclaré qu'elle n'est toutefois pas inquiétée par un gain de popularité chez l'opposition, et qu'elle croit que l'Union citoyenne libérale est forte et qu'elle continuera de le rester.

Même si 53% des Québécois se disent insatisfaits du gouvernement en place, 69% ont tout de même répondu qu'ils croient que le gouvernement tient ses promesses. Que faut-il comprendre de ces deux opinions qui semblent pourtant contradictoires?

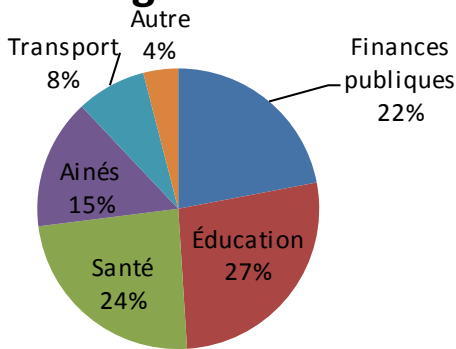
L'une des déductions possibles est que le gouvernement tient bel et bien ses promesses, mais qu'elles ne plaisent pas en elles-mêmes aux Québécois. Une autre possibilité est que le gouvernement tient ses promesses, mais qu'elles ne sont

pas suffisantes pour que la population soit satisfaite. Bien qu'une source fiable de l'Union citoyenne libérale ait exprimé des inquiétudes quant à la cohésion de son parti et à l'approche qu'il aura dans la semaine à venir, l'UCL croit qu'elle remplit ses promesses. Dans tous les cas, l'UCL devra faire de grands efforts pour regagner la faveur populaire et pour gagner la lutte qui s'annonce féroce entre le gouvernement et les partis d'opposition.

Si les élections provinciales avaient lieu aujourd'hui, pour quel parti l'intention de voter ?



Quelle devrait être la principale priorité du gouvernement?



Jusqu'à maintenant, pensez-vous que le gouvernement tient ses promesses?



Res Publica : l'information à tout prix



Rose Desrochers
Éditorial

Eh voilà, la 26^e législature est lancée avec un vent de fraîcheur dans les voiles. C'est par un moment historique qu'a débuté cette semaine avec l'élection à la présidence: une première femme noire élue présidente. A suivi l'élection des différents chefs de partis. William Auclair est officiellement le Premier ministre. Il est certain qu'il devra se préparer à répondre aux questions des socialistes et des conservateurs. C'est après une lutte féroce que le chef du Parti conservateur de la nation québécoise, Rémi Leboeuf, a été élu. Du côté du Parti vision Québec, le chef est Jérôme D. Cauvier. Nous suivrons avec intérêt les actions et les débats de nos parlementaires.

Le Res Publica s'engage à vous fournir, chers lecteurs, la vérité, rien que la vérité. Par les débats et les dialogues, nous allons cerner les véritables enjeux. Enjeux qui doivent être traités avec la plus haute importance dans l'intérêt de tous les Québécois. Nous vous promettons de rapporter, le plus fidèlement, les informations de façon à

vous éclairer quant aux objectifs des partis. Nous avons la croyance qu'il est dans l'intérêt de chacun de connaître les aboutissements des grandes questions d'actualité. Bien sûr, nous nous engageons à produire une information de qualité permettant une transparence entre l'État et la population.

Le Res Publica va s'assurer que vos libertés individuelles ne seront jamais bafouées. Nous nous pencherons aussi sur l'économie, secteur majeur pour une société prospère. Il est important de ne pas oublier nos valeurs traditionnelles. Celles-ci sont les racines sur lesquelles notre société se base pour se développer. Notre journal s'inscrit aussi dans l'idée que la liberté de presse et d'expression sont la clé d'une démocratie viable.

Finalement, de la part de toute l'équipe du Res Publica, nous souhaitons de bons débats, de l'honnêteté et de la dévotion pour la démocratie.

Votre équipe Res Publica

- Rose Desrochers – Rédactrice en chef
- Catherine Fontaine – Chef de pupitre
- Alexandra Grenon – Chroniqueuse/Journaliste
- Marianne Hamiaux – Chroniqueuse/Journaliste
- Jeanne Lalonger-Laurent – Journaliste
- Claudia Fortin – Journaliste

Les Québécois ont parlé: l'éducation est LA priorité !



Marianne Hamiaux

Analyse

Selon un sondage effectué au courant des derniers jours par la firme Brassard-Lalande, la principale priorité du gouvernement devrait être l'éducation. Plus précisément, 27% des répondants estiment qu'elle doit être la première préoccupation des représentants du pouvoir. La santé arrive en seconde position avec 24% des voix et les finances publiques sont en troisième position avec 22% des voix. Pourquoi est-ce une priorité? Parce que les problèmes de ce secteur sont récurrents. Depuis plusieurs années, on parle d'écoles qui tombent en ruine.

Cependant, il semblerait que les problèmes d'infrastructure ne sont pas les seuls qui persistent dans le système d'éducation. Premièrement, il semblerait que le fossé de performances entre l'école publique et l'école privée ne cesse d'augmenter. En effet, selon l'article de Patricia Cloutier publié dans Le Soleil, il est très difficile, voire impossible pour un élève sortant du réseau public d'avoir les mêmes chances que pour un élève sortant du privé. En 2016, le rapport sur l'état et les besoins de l'éducation 2014 - 2016 du Conseil de l'éducation qualifiait le système scolaire québécois de « l'un des plus inéquitables au Canada ».

Deuxièmement, il semblerait que le principe de gratuité sco-

laire pose problème. Un article de Tommy Chouinard publié par la presse est très éloquent sur ce sujet. Techniquement, selon la loi, les écoles se doivent de fournir tout matériel qui peut se renouveler et ne peuvent

facturer les parents que pour les sorties pédagogiques et spéciales, ainsi que pour le transport et le matériel non -renouvelable. Toutefois, les écoles chargent aux parents des grammaires, des dictionnaires et autres manuels, sans que le gouvernement ne pose d'action concrète pour contrecarrer cette problématique. De plus, l'exemple des services de garde est percutant : il peut être payant dans une certaine cour d'école, mais il peut être tout à fait gratuit dans une autre.

Enfin, pour les enseignants, surtout au niveau post-secondaire, ces investissements n'ont pas réellement amélioré leurs conditions de travail. Selon l'enseignant en politique au cégep Marie-Victorin Thomas Tremblay, il s'agit d'une situation problématique. Comme la population étudiante continue de baisser et que le nombre de prétendants au poste d'enseignant continue d'augmenter, les plus anciens tiennent à leur poste et les nouveaux ont besoin de dizaines



coj.be

d'années d'expérience pour obtenir une permanence. Enfin, M. Tremblay souligne qu'en dollar constant, le salaire des enseignants au cégep n'a pas augmenté depuis 1976. Logiquement, si les conditions de travail des enseignants s'améliorent, la qualité de l'enseignement et de l'environnement académique des étudiants ne peuvent que s'améliorer également. Il serait donc gagnant pour le gouvernement d'accéder aux demandes des enseignants, s'ils veulent être conséquents avec les besoins que leur électorat exprime.

Ainsi, bien que les Québécois aient exprimé leur opinion quant à l'importance de l'éducation dans leur société, on constate toujours certaines lacunes dans le domaine. Peut-on espérer de nos représentants qu'ils abordent ces questions en chambre? Que comptent-ils faire afin de régler ces problèmes de plus en plus urgents?

La santé : un pied dans la tombe



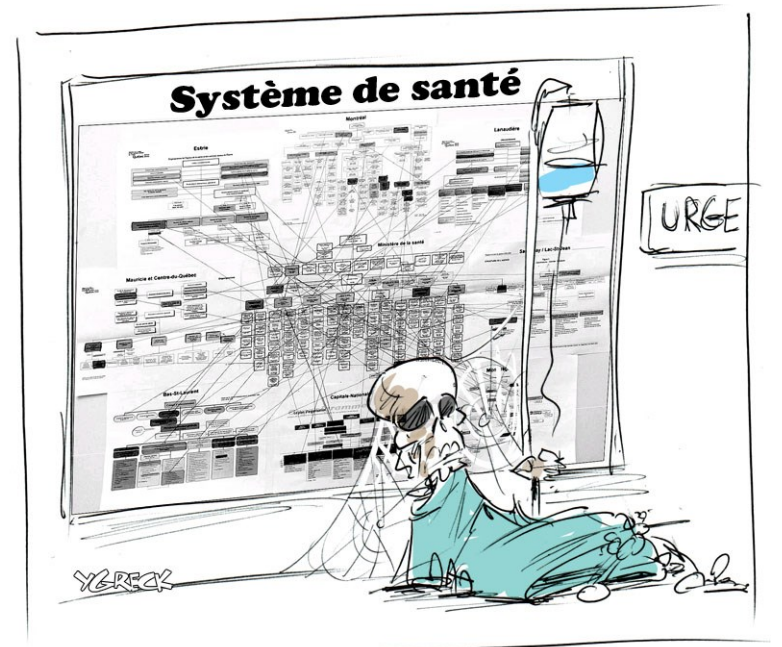
Alexandra Grenon
Chronique

Pas besoin d'être un génie, ni d'avoir la tête à Papi-neau pour voir le problème en Santé au Québec. En plus d'être un bazar administratif, les temps d'attente à l'urgence sont astronomiques comparés à d'autres pays du même statut économique. L'accès à un médecin est lent et compliqué. Le partage de l'information pour le suivi optimal du patient est considéré comme médiocre par beaucoup. Et peu importe ce qu'on essaie d'y faire, la santé, au Québec, c'est comme un long marécage dans lequel tout les citoyens sont enfoncés.

En 2017, le commissaire à la santé et au bien-être a publié un rapport sur la performance du système de santé et des services sociaux Québécois en 2016. Sans surprise, pour l'accès rapide à un médecin, la province a obtenu un score de 63%. Comparativement à 11 pays

de l'ODCE, le Québec arrive neuvième. Même au niveau de l'accessibilité financière, nous arrivons en neuvième place. Jugé également par rapport à la continuité-coordination des soins, le Canada arrive dernière parmi les pays de l'OCDE, arrive 10e parmi les provinces et territoire du Canada et obtient un score de seulement 55%. Cependant, ce qui ressort de ce rapport, c'est principalement que le «secteur hospitalier Québécois semble disposer de ressources adéquates. Par contre, la position du Québec par rapport à la gestion et à l'utilisation des ressources est nettement moins favorable, notamment en ce qui a trait aux médecins de familles» (Performance du système de santé et services sociaux 2016).

Je comprends, sans équivoque, que tout n'est ni parfait, ni presque parfait. Mais quand il est question



© YGRECK

de santé, tout devrait, sans aucun problème, rouler rondement. Il est outrant de remarquer comment les problèmes se déplacent sans se régler.

Alors, cela va sans dire: il est temps que le gouvernement réagisse et crée un réel vent de changement dans le système de santé. Les mesures mises en place dans les dernières années sont loin d'avoir fonctionné. Avec un nouveau gouvernement au pouvoir, je lance la balle: réagissez! Cependant, dans mon désespoir, j'espère plus que je ne crois.

La santé pour une deuxième priorité



Claudia Fortin
Analyse

Selon un sondage de la firme Brasseur-Lalande, 24% de la population du Québec considère que la santé devrait être la deuxième priorité du gouvernement. Plusieurs problèmes se manifestent par rapport au système de

santé québécois. Notamment, le manque d'ambulances fait beaucoup réagir. Selon la Fédération des employés du préhospitalier du Québec, une ambulance couvrant le territoire de Lévis doit desservir près de 20 800 citoyens. Ce

manque d'ambulances engendre plusieurs conséquences. Par exemple, le délai pour avoir accès à une ambulance a augmenté. Cette augmentation du temps d'attente s'avère parfois mortelle.

Place à la nouvelle présidence !



Catherine Fontaine

Nouvelle



De gauche à droite : Mme Sihem Goudgil, Aminatou Faye, Olivier Leblanc-Baudry

© Collection Assemblée nationale du Québec.

Hier, 8 janvier 2018, avait lieu les élections à la présidence de la 26^{ème} législature du Forum étudiant. Ce fut un évènement historique puisque qu'Aminatou Faye fut la première femme noire à être élue présidente. Elle sera secondée par deux vice-président.e.s, M. Olivier Leblanc -Baudry et Mme Sihem Goudgil. La présidence de cette 26^{ème} législature sera complétée par la présence de Mme Carol -Anne Roy, secrétaire générale et Mme Vanessa Rivest, secrétaire générale adjointe.



Les chiens de garde de la démocratie



Claudia Fortin

Analyse

Rémi Leboeuf a été élu comme chef du Parti conservateur de la Nation Québécoise le 8 janvier 2018. C'est avec grande motivation qu'il prend la tête de ce parti de deuxième opposition. Ses collègues le décrivent comme un homme charismatique, dynamique et passionné. Catherine Préfontaine, la whip du Parti de la Nation Québécoise, lui allègue une grande confiance.

Dans une entrevue, M. Leboeuf a déclaré vouloir « parler avec le cœur » et défendre la place des femmes dans la société. Le parti prône également les valeurs comme la religion, la tradition et la famille. M. Leboeuf dirige sa ligne de parti vers la nation québécoise, la culture et le futur. De plus, la place des femmes prend sa place dans les valeurs

primordiales du parti. Cet enjeu semble tenir à cœur au nouveau ^{zems.com} chef du parti. Le Parti conservateur de la Nation Québécoise pense que le gouvernement libéral au pouvoir est en déclin. Selon ses dires, le Parti libéral est prêt à être remplacé et présente plusieurs lacunes. M. Leboeuf déclare aussi que son parti est le seul qui aborde véritablement les « valeurs chères » des Québécois.

Il est aussi à noter que dans le dernier sondage de la Firme Brassard-Lalande, les conservateurs obtiendraient 21% des intentions de vote alors qu'ils ne couvrent que 12% des sièges.

Vision Québec : Un nouveau chef de parti



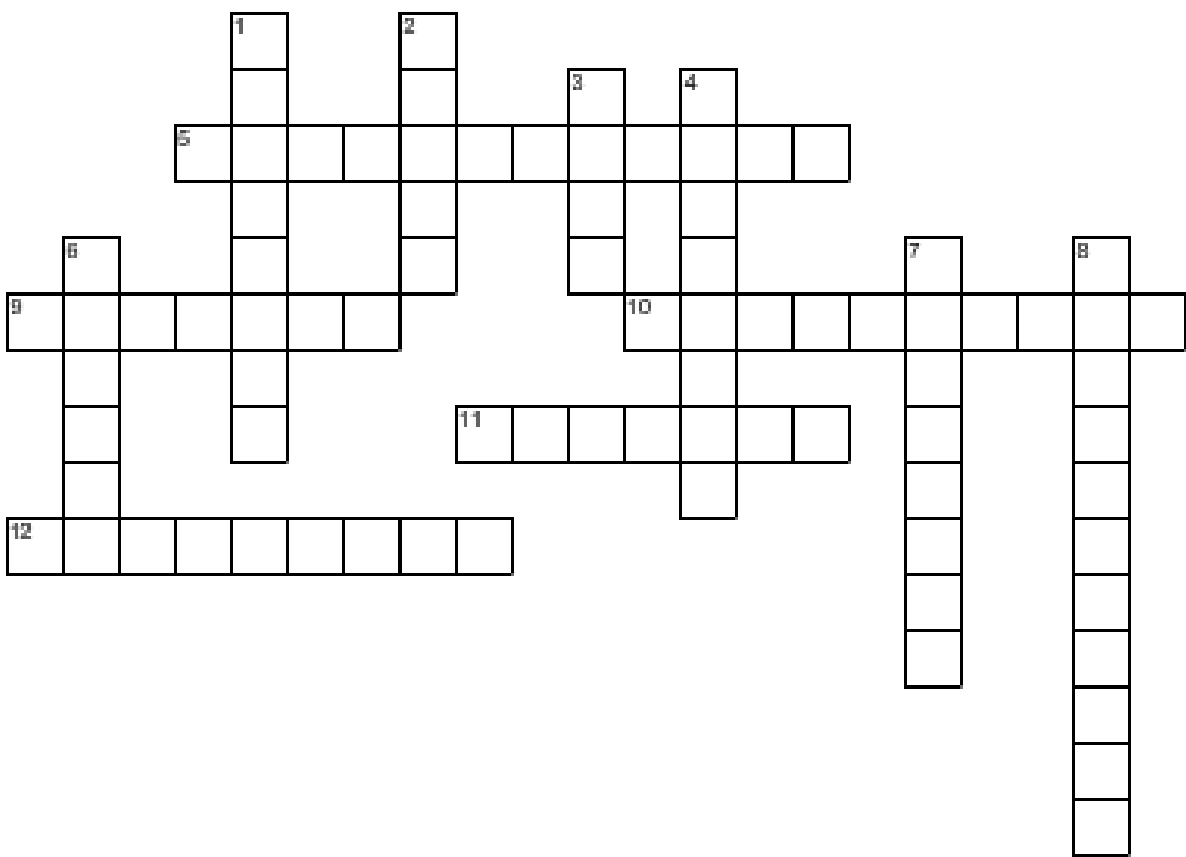
Alexandra Grenon

Nouvelle

Hier s'est déroulée la course à la chefferie du parti Vision Québec. Les quatre candidats ont laissé place, après deux tours de scrutin, à l'élection de Jérôme D.Cauvier en tant que chef de parti de l'opposition officielle. Son parti, aux valeurs socialistes, souhaite combattre le capitalisme et les injustices sociales. Dans une entrevue qu'il a bien voulu donner à notre journal, celui-ci a décrit son élection comme s'étant "bien passée". Il prône également un travail d'équipe sans faille dans lequel la co-

hésion des membres est primordiale. Il souhaite faire avancer le Québec avec les valeurs de son parti. Également, Cauvier gardera l'esprit ouvert tout au long des séances.

Lorsque nous lui avons posé une question sur le système de santé au Québec, le chef de l'opposition officielle s'est contenté de dire que son parti était en faveur de l'accès aux soins de santé à toute la population.



Horizontal

- 5. Troisième ordre de gouvernement après le fédéral et le provincial
- 9. Nom du chef de la seconde opposition
- 10. Entente entre deux parties
- 11. Mesure de contrainte tendant à empêcher la libre circulation
- 12. Oeuvre qui exprime la pensée politique de Thomas Hobbes

Vertical

- 1. A écrit Le Contrat Social
- 2. A écrit Traité du Gouvernement Civil
- 3. Matérialisme historique
- 4. Long monologue
- 6. Prénom du chef de la première opposition
- 7. Prénom de la présidente
- 8. A écrit De l'esprit des lois (1748)